

Perspectives économiques 2017 : révolution qualitative ou évolution quantitative ?

Dans un contexte international en mouvement, parfois dans des terrains inexplorés, certains concepts économiques jusqu'à présent d'actualité semblent remis en question. Par exemple, la tendance accrue à la déglobalisation, l'abandon d'une politique active de désendettement, la remise en question de la concurrence ou encore l'éloignement de la politique monétaire « traditionnelle ». Face à ces bouleversements, le Luxembourg devra adopter un comportement proactif pour faire avancer son modèle socio-économique. L'année 2017 sera-t-elle une année d'évolutions ou de révolutions pour le Luxembourg ? Pour tenter de répondre à cette question, la Chambre de Commerce examinera les attentes des entrepreneurs telles qu'elles ressortent de l'enquête Eurochambres 2017 ainsi que les thèmes qui devront faire l'objet d'une attention particulière en 2017, tels que la mobilité, l'environnement, le logement, etc.

Les concepts d'hier seront-ils ceux de demain ? Un « reality check » s'impose

Au-delà de sa croissance insatisfaisante et entourée de risques, l'économie mondiale évolue dans des territoires inconnus qui obligent à évaluer la validité de certains « concepts » qui prévalaient encore il y a peu mais qui sont remis en cause ou dont la signification évolue.

Tout d'abord, une certaine **tendance de déglobalisation** semble émerger. Entre le vote pro-Brexit, certains discours isolationnistes, voire populistes, la multiplication des discours politiques promettant la relocalisation des activités et des emplois industriels perdus, la grande difficulté des Européens à conclure l'accord CETA avec le Canada, la remise en question par certains des quatre libertés fondamentales de l'UE, une volonté d'ensemble semble se cristalliser dans le sens d'une forme de « micro-protectionnismes ». Cette remise en question des échanges internationaux arrive pourtant à un très mauvais moment (sachant qu'il n'y a jamais de bon moment pour s'isoler), car l'économie mondiale manque de souffle et elle ne peut en conséquence se priver du moteur qu'est le commerce entre nations. Alors que l'évolution du commerce mondial ralentit, la solution n'est donc pas le repli mais se trouve dans l'innovation, la qualité des biens et des services, la coopération, l'émergence de nouveaux modèles économiques et des accords de libre-échange équitables qui font en sorte que les avantages de la mondialisation se matérialisent en bénéfices réels, distribués de manière équitable.

Le deuxième concept qui mérite une attention particulière est celui du « **deleveraging** », à savoir la **réduction de l'endettement**, car le monde souffre, de toute évidence, de maux de dettes, la dette mondiale atteignant un niveau record de 225% du PIB correspondant à 150.000 milliards de dollars¹. Cela s'avère à la fois surprenant et dangereux. Surprenant, car la crise financière a été avant tout une crise de surendettement et le « **deleveraging** » semblait être une évolution naturelle. Mais ces chiffres montrent qu'il n'en a rien été, comme si les règles d'encadrement de l'endettement et de renforcement des fonds propres n'avaient concerné que le secteur financier et oublié le reste de l'économie. Cela est dangereux car toutes les études sont formelles à ce

¹ Source : FMI.

sujet : les crises sont plus sévères (longues et profondes) en situation de dette excessive. Par conséquent, alors que de plus en plus de voix (FMI, OCDE, Commission européenne) laissent entendre que des pays pourraient mettre en œuvre des plans de relance et que le crédit est globalement bon marché, n'y a-t-il pas un risque de bulle de crédit dans de nombreux pays? En outre, après le « *no* » au vote constitutionnel en Italie, la question de la stabilité du système bancaire italien se pose plus que jamais, eu égard au stock important de créances douteuses dans les bilans des banques italiennes.

Quant au concept de **productivité apparente du travail** à savoir le « travailler mieux » et non pas le « travailler plus », les gains de productivité ralentissent presque partout dans l'OCDE. Il convient de contrecarrer ce phénomène, car la productivité est une précieuse boussole de la santé des économies, du niveau de vie à long terme et des possibilités d'évolution salariale. C'est aussi le seul vecteur permettant de consacrer la croissance dite « qualitative ». Dans l'incertitude, des mesures comme l'amélioration du système éducatif, la promotion de la formation tout au long de la vie, l'investissement dans la R&D et les infrastructures, un environnement fiscal incitatif, l'amélioration de l'environnement des affaires, des soutiens aux entreprises innovantes, la gestion intelligente du virage numérique des économies, etc. sont toujours bienvenues.

Le concept de « **concurrence** » semble également remis en question. A l'heure où l'on parle de plus en plus d'économie collaborative, on peut d'ores et déjà observer dans l'économie numérique une concentration croissante des activités, de même qu'un bouillonnement entrepreneurial. Il semble à la fois y avoir forte concentration, prime au gagnant dans l'économie numérique (principe du « *winner takes it all* ») et risque permanent de disruption. Il est également de plus en plus évident que la flexibilité et la taille comptent, « *small is toujours beautiful, mais big enough seems even nicer* ». Et la viabilisation du tissu économique, à travers la création d'entreprise et l'adaptation des entreprises traditionnelles à la nouvelle donne numérique sont des opportunités à ne pas rater. Pour le Luxembourg, économie ouverte par excellence vu sa 3^e place au classement de l'Open Markets Index de l'International Chamber of Commerce, et ses entreprises résolument tournées vers l'international, ne pas rater ce virage digital est fondamental.

Enfin qu'en est-il de la **politique monétaire dite « traditionnelle »** ? Il semble en effet que la politique monétaire non conventionnelle soit devenue la norme, et que la sortie de cette politique soit particulièrement compliquée voire improbable dans un horizon proche. Dès lors avec des taux d'intérêt déjà au plus bas, des achats de titres (privés, publics et assimilés) assez conséquents, il y a lieu de s'interroger sur les « munitions » à disposition de la BCE en cas de nouveau choc récessif, la boîte à outils n'étant sans doute pas vide, mais la question de l'effectivité des outils restants peut être posée.

Et au Luxembourg ? 2017, l'année des évolutions ou des révolutions ?

Face aux développements qui bouleversent les économies, le Luxembourg doit se réinventer et révolutionner lui-aussi, ou tout au moins faire évoluer, son modèle.

L'étude stratégique autour de la « **Troisième révolution industrielle** », soutenue par le prospectiviste américain Jeremy Rifkin, et dont la Chambre de Commerce a été une partie prenante majeure, a été présentée en date du 14 novembre. Mais il ne s'agit que d'un commencement. La Chambre de Commerce a l'ambition d'être un partenaire de prédilection des entreprises pour les aider à réussir la transition vers une économie dé-carbonisée et

interconnectée. 2016 fut l'année de la théorie, de la définition du « cap à atteindre », 2017 devra être celle de la mise en pratique.

Quant à la **réforme fiscale et à la procédure budgétaire**, si des adaptations paramétriques ont été amorcées, les changements systémiques sont toujours attendus : la révolution de l'architecture budgétaire n'a pas encore eu lieu, le « Paquet d'avenir » reste en-deçà des ambitions, la soutenabilité des finances publiques ne fait pas l'objet de toute l'attention méritée, la réforme fiscale nationale recèle quelques lacunes (taux global nominal d'imposition des sociétés parmi les plus élevés au sein de l'UE même après réforme, absence de remise en cause totale ou partielle de l'impôt sur la fortune ; absence de nouvelles dispositions sur la propriété intellectuelle ; absence d'une refonte de la fiscalité foncière ; absence de dispositions visant à faciliter l'accès des fonds d'investissements aux conventions préventives de double imposition, etc.), et les réformes internationales (BEPS, CCCTB, etc.) auront des impacts encore incertains. Quel en sera l'impact à court et moyen termes pour le Luxembourg ?

Révolutionner le support à l'entrepreneuriat est une des volontés de la Chambre de Commerce, qui a toujours tenté de mettre en œuvre ou de soutenir des initiatives visant à développer et à faciliter l'entrepreneuriat. La « House of Entrepreneurship² » en est l'exemple par excellence et ambitionne de rassembler sous un seul toit les acteurs et les services de la chaîne de valeur du soutien à la création, au développement, à l'internationalisation et à la transmission d'entreprises.

Même si le divorce entre l'offre et de la demande de **logements** est acté depuis longtemps, les tensions sur ce marché persistent. Alors qu'il est peu probable que la situation connaisse une embellie spontanée, cette inadéquation demande des actions d'envergure de la part des autorités publiques. 2017 sera-t-elle l'année au cours de laquelle le marché du logement solidifiera ses fondations, avec notamment un coup de pouce à l'offre alors que la « boîte à outils » actuelle favorise plutôt la demande sans pour autant s'assurer que l'offre puisse suivre ?

Quant à la **mobilité**, autre facteur incontournable pour le développement à long terme du pays, tendons-nous vers un désengorgement de la ville de Luxembourg et des alentours ? L'entrée en service du tramway - un maillon nécessaire mais non-suffisant de la chaîne de mobilité - en automne 2017 est en effet source d'importantes espérances. Mais ce projet de longue haleine sera-t-il à la hauteur de ce défi de long terme ? Les plans sectoriels deviendront-ils réalité, permettant d'asseoir l'aménagement du territoire sur un nouveau piédestal ?

En matière **d'environnement**, la signature du traité de la COP21 ne peut être considérée comme une fin en soi, mais doit être vue comme une opportunité de poser les jalons d'une transition durable vers une société sobre en carbone. La Chambre de Commerce aura un rôle essentiel à tenir, afin d'aider les entreprises à percevoir ce changement non comme une menace mais comme une nouvelle occasion à saisir. 2017 verra-t-elle émerger plus que de la bonne volonté ?

Si des moyens importants ont déjà été investis en vue d'une plus grande **diversification économique** du Luxembourg, les retombées concrètes pour l'économie se précisent de plus en plus. Même si les activités liées aux technologies de l'espace font l'objet d'une attention particulière depuis plus de trois décennies, le lancement de l'initiative SpaceResources.lu devrait donner une impulsion nouvelle au développement de ces dernières. Le Luxembourg devient en

² House of Entrepreneurship, 14 Rue Erasme : <http://www.houseofentrepreneurship.lu/>

effet le premier pays européen à créer un cadre juridique établissant les droits des acteurs privés sur les ressources qu'ils vont extraire de l'espace, sur les astéroïdes par exemple, le but du Grand-Duché étant de devenir un pionnier dans l'exploration et la commercialisation des ressources des objets géocroiseurs, comme les astéroïdes. En outre, les efforts visant à diversifier et à promouvoir la place financière devraient se poursuivre en 2017, avec notamment une attention particulière sur les FinTechs. La logistique ou encore le Luxembourg Automotive Campus, dédié à la recherche et à l'innovation dans le secteur automobile, contribueront également à soutenir la diversification du tissu productif luxembourgeois. Ces niches de compétences seront-elles les secteurs porteurs de demain ? Les premières indications pointent en effet dans la bonne direction.

Le Luxembourg a lancé un processus de « **Nation Branding** » en 2014. La nouvelle identité visuelle du pays, une « signature » sous forme de promesse (« Let's make it happen ») ainsi que les outils et actions pour promouvoir le Grand-Duché doivent permettre aux différents acteurs de communiquer sur le Luxembourg et ses atouts de façon positive, cohérente et homogène, afin de développer une image forte et attrayante du pays. 2017, année de large diffusion de la nouvelle image du Grand-Duché avec des effets positifs sur la réputation à l'international ?

2017 passée au crible par les entrepreneurs luxembourgeois

Les résultats de la 24^e édition de l'enquête Eurochambres (voir annexe pour plus de détails), qui se basent pour le Luxembourg sur pas moins de 575 réponses, sont encourageants, dans leur ensemble et malgré quelques bémols, en ce qui concerne l'année 2017. Ainsi, l'économie luxembourgeoise devrait croître en 2017 à un rythme similaire à celui enregistré en 2016.

En termes de **climat des affaires**, 10 ans ont été nécessaires pour retrouver les niveaux pré-crise. La tendance à la hausse se poursuit en 2017, quoique de manière moins franche dans l'industrie que dans les services, pour lesquels les résultats n'ont plus été aussi favorables depuis de nombreuses enquêtes.

Les résultats sont plus fluctuants d'une enquête à l'autre en ce qui concerne le **chiffre d'affaires à l'exportation**, en réponse à la volatilité des marchés internationaux ? Les anticipations pour 2017 sont toutefois positives.

Les anticipations pour 2017 en termes **d'emploi** atteignent des records dans les services. Malgré une baisse par rapport aux résultats pour 2016, l'emploi dans l'industrie devrait quant à lui rester en 2017 dans le haut des tendances.

Quant aux **investissements**, leur ampleur est contrastée selon les secteurs. Ils sont orientés à la hausse dans les services et à la baisse dans l'industrie, mais les résultats globaux restent positifs et relativement optimistes au vu des années antérieures.

Quant aux **principaux défis** mis en évidence par les entrepreneurs luxembourgeois, le manque de main-d'œuvre qualifiée, les coûts du travail et la demande intérieure restent les principaux facteurs d'inquiétude. Le Brexit n'est, par contre, pas identifié comme un défi de premier ordre.

Au vu du contexte international et de la situation prévalant au niveau national, la Chambre de Commerce appelle à tourner le dos aux discours isolationnistes et plaide pour une politique d'ensemble. Elle espère que les « révolutions » précitées seront mises en œuvre au plus vite, car elles façonneront l'avenir du pays. Elle estime enfin qu'un soutien actif doit être adressé aux entrepreneurs afin qu'ils puissent faire face aux mutations de l'économie de façon sereine.

Annexe : Enquête Eurochambres 2017 (EES2017)

Une tendance à l'optimisme non sans nuances

De la lecture des résultats de l'enquête Eurochambres 2017 (EES2017)³ se dégage un certain optimisme de la part des entreprises, notamment pour l'année 2017. Cet optimisme est cependant à nuancer.

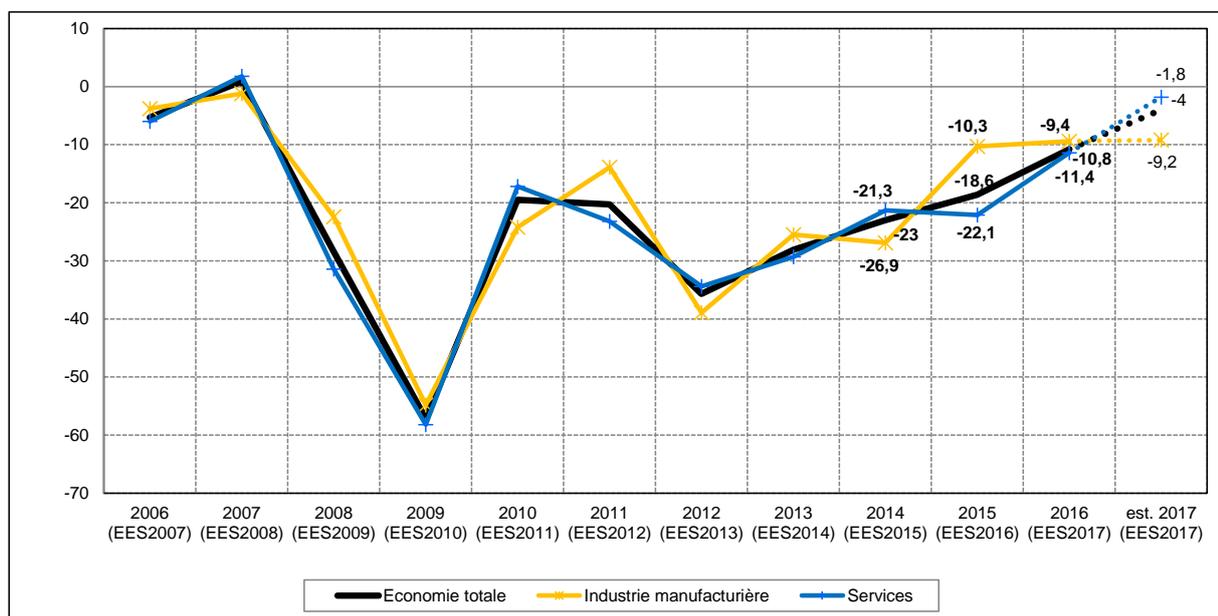
La tendance à l'amélioration du climat des affaires et du chiffre d'affaires, déjà observée dans les éditions précédentes de l'enquête, se confirme. Les niveaux de confiance d'avant-crise sont presque retrouvés, ce qui aura tout de même pris près de dix ans. L'évolution de l'emploi et des investissements apparaît, quant à elle, plus contrastée selon les secteurs. Comme à l'accoutumée, le manque de main-d'œuvre qualifiée constitue la préoccupation numéro une des entreprises, tous secteurs confondus.

In fine, si les résultats de l'enquête paraissent relativement bons sur le court terme, les sentiments partagés quant à l'emploi et aux investissements, particulièrement dans l'industrie, dénotent d'une certaine incertitude sur l'avenir.

- Une tendance à l'embellie du climat des affaires qui se confirme...

Après une dégradation profonde et généralisée du climat des affaires en 2008 et 2009, suivie d'un second « plongeon » en 2012, une amélioration continue de celui-ci a pu être observée lors des quatre enquêtes précédentes. Cette année encore, la tendance à la hausse se poursuit, quoique de manière moins franche dans l'industrie.

Graphique 1 : Solde net du climat des affaires⁴ en 2016 et estimé pour 2017



³ Cette 24^e enquête Eurochambres, l'EES2017, apprécie l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique des entreprises luxembourgeoises en 2016 par rapport à 2015, et met en évidence leurs prévisions pour l'année 2017. L'enquête appréhende, en outre, les différences entre le secteur manufacturier et le secteur des services, et livre une analyse sur base de la taille des entreprises.

⁴ Pour le climat des affaires, les soldes pour 2016 (respectivement 2017) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « climat des affaires plus favorable en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « climat des affaires moins favorable en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) ».

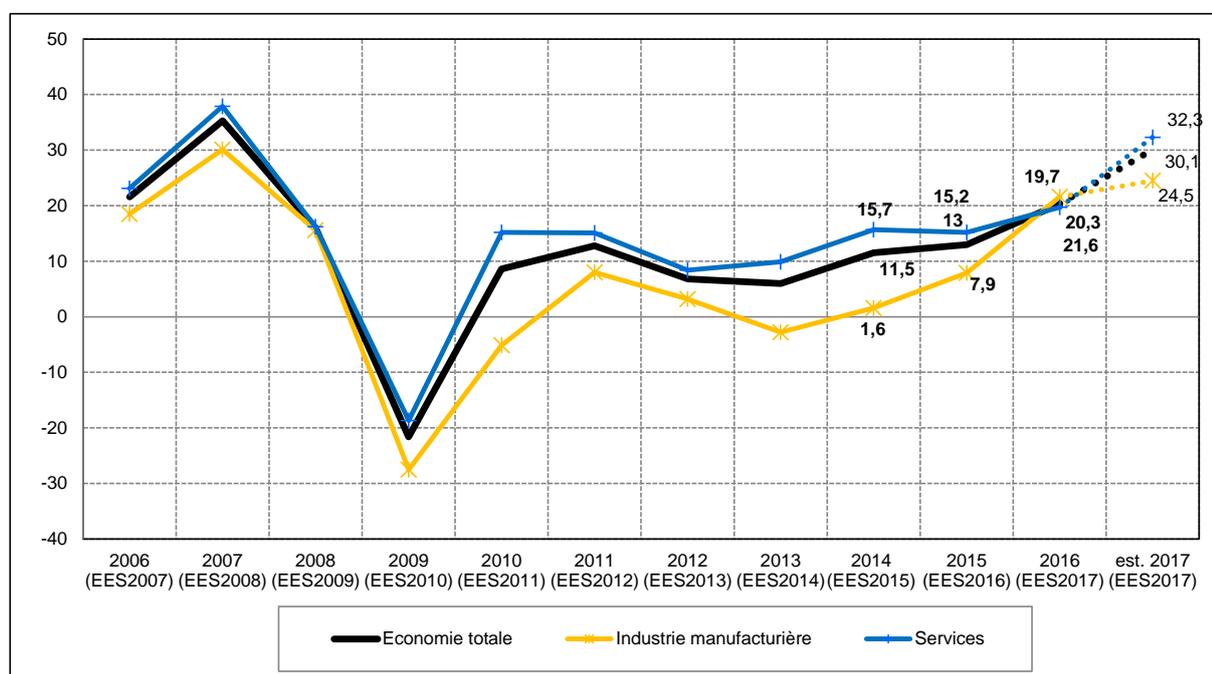
Dans les services, les entreprises de 100 à 249 employés actives dans le secteur financier au sens large (code NACE F⁵) semblent les plus optimistes pour l'année 2016 en cours, jugeant le climat des affaires tant « plus favorable » (36% des réponses données) que « constant » (50%), et enregistrant de ce fait un solde net positif de +23. En règle générale, on observe que les PME du secteur financier employant jusqu'à 249 personnes ont une perspective sensiblement plus positive sur l'année 2017 à venir, enregistrant davantage de balances « constantes » ou « plus favorables » à leur actif. A l'inverse, les grandes entreprises du secteur de 250 employés et plus sont plus pessimistes, jugeant le climat des affaires largement « constant » ou « moins favorable » pour l'année prochaine.

Dans l'industrie, ce sont les moyennes entreprises de la construction (code NACE C) employant 50 à 249 personnes qui sont les plus optimistes pour 2016, avec un climat des affaires jugé « constant » (57% des réponses) voire même « plus favorable » (26% et 29% respectivement pour les entreprises de 50 à 99 et de 100 à 249 employés). Pour 2017, ces dernières se rangent dans la catégorie largement majoritaire des entreprises industrielles jugeant le climat des affaires « constant » (respectivement 74% et 71% des réponses données).

▪ ainsi que pour le chiffre d'affaires

Dans l'ensemble de l'économie, les indicateurs de chiffre d'affaires réalisé sur le sol luxembourgeois (par opposition au chiffre d'affaires à l'exportation⁶) sont largement en hausse, tant en 2016 que pour 2017. La tendance haussière observée depuis plusieurs éditions de l'enquête se confirme. Une seule ombre au tableau, non observable dans le graphique 2 : le secteur d'exploitations minières, de carrières, d'électricité, gaz et eau (code NACE G), pour lequel des balances nettes négatives sont enregistrées, tant en 2016 qu'en 2017.

Graphique 2 : Soldes nets du chiffre d'affaires national en 2016 et estimé pour 2017



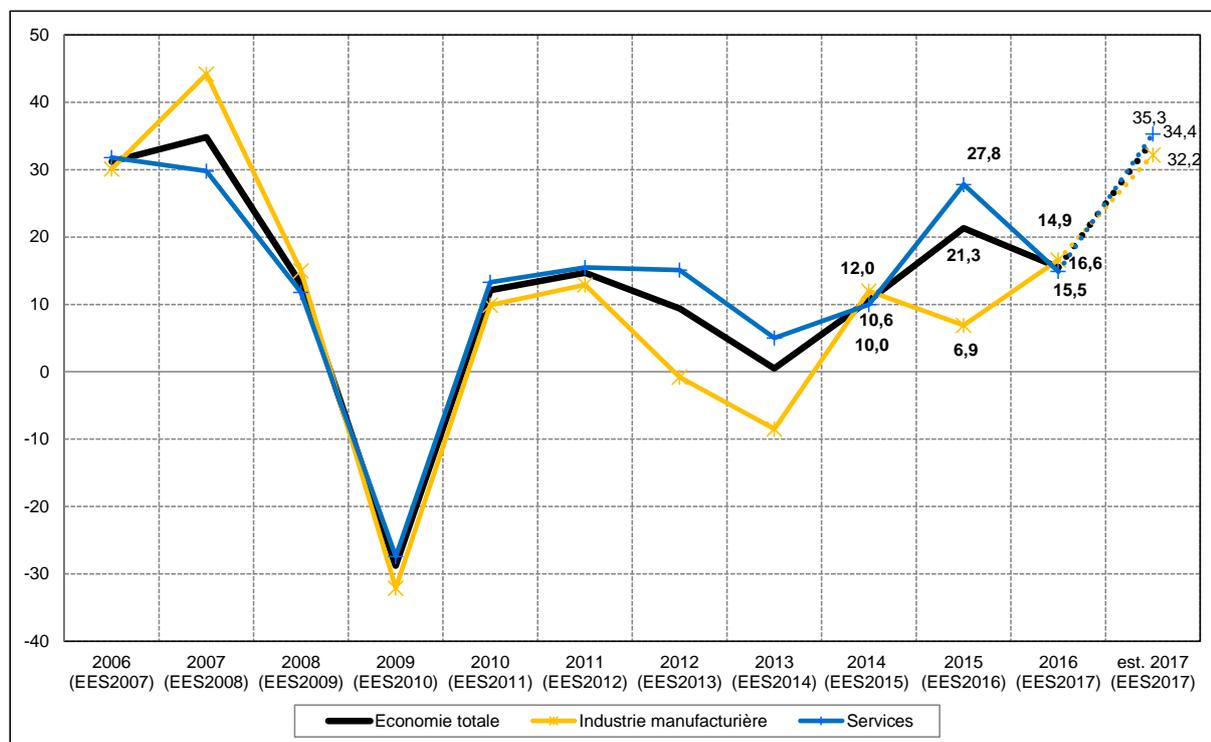
Les résultats sont plus nuancés en ce qui concerne le chiffre d'affaires à l'exportation. Si son évolution se porte relativement bien dans l'industrie (tous sous-secteurs confondus), celle des services apparaît plus volatile.

⁵ Code NACE F : Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services.

⁶ Les entreprises peuvent être distinguées selon qu'elles réalisent leurs activités uniquement sur le sol luxembourgeois ou qu'elles exportent une partie, voire la (quasi) totalité, de leur production.

En 2016, on observe en effet une chute de l'évolution du chiffre d'affaires à l'exportation des entreprises de services, principalement dans le secteur des transports, de l'entreposage et des communications (code NACE E), avec une balance nette négative de -24. Cette dernière vient littéralement « plomber » la balance globale nette des services (à +14,9 sur le graphique 3 en 2016). Les attentes des entreprises de services quant à leur chiffre d'affaires à l'exportation pour 2017 sont plus optimistes cependant et largement positives, y compris dans le secteur des transports, de l'entreposage et des communications.

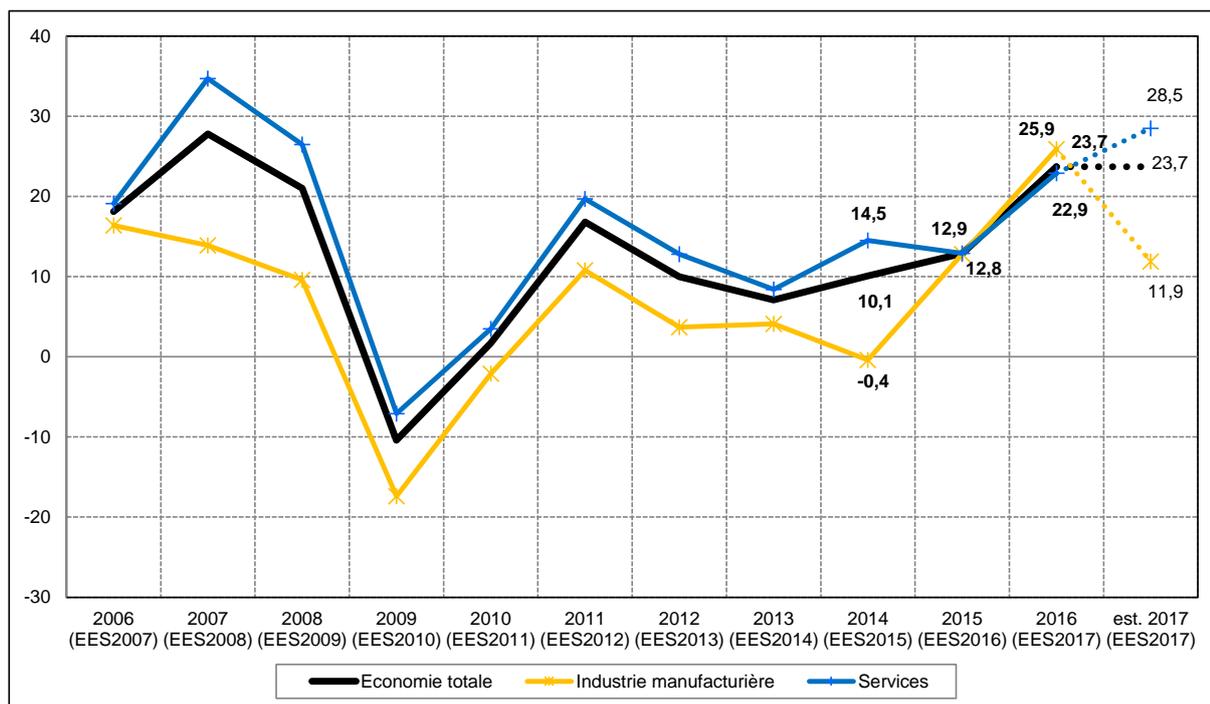
Graphique 3 : Soldes nets du chiffre d'affaires à l'exportation⁷ en 2016 et estimé pour 2017



▪ Une hausse de l'emploi généralisée en 2016

L'édition précédente de l'enquête EES annonçait pour 2016 une hausse de l'emploi dans les services et une baisse de celui-ci dans l'industrie. C'est finalement une hausse de l'emploi généralisée que l'on observe cette année. Le ralentissement attendu de l'embauche dans l'industrie devrait se concrétiser (de manière prononcée) en 2017, alors qu'il devrait continuer de croître dans les services.

⁷ Pour le chiffre d'affaires à l'international, les soldes pour 2016 (respectivement 2017) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « chiffre d'affaires à l'exportation en hausse en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « chiffre d'affaires à l'exportation en baisse en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) ».

Graphique 4 : Soldes nets de l'emploi⁸ en 2016 et estimé pour 2017

Dans l'industrie manufacturière, l'emploi a sensiblement progressé en 2016, tous secteurs confondus (et tailles d'entreprises confondues). Les prévisions fortement à la baisse pour 2017 apparaissent influencées par les grandes entreprises de plus de 250 travailleurs issues du secteur de la fabrication de produits métalliques, de machines et de matériel de transport (code NACE A), qui présentent des soldes nets négatifs importants. La stabilité est largement de mise dans la construction en 2017 (comparé à 2016), avec 71% des entreprises sondées jugeant leur effectif « stable » (55% en 2016), ce qui influence également l'indicateur industriel de l'emploi à la baisse pour l'année prochaine.

Au niveau des services, ce sont surtout les moyennes et grandes entreprises employant entre 100 et 999 personnes qui affichent un effectif largement « en hausse » en 2016. Ceci est également vrai pour 2017, quoique de manière moins prononcée.

▪ Des investissements contrastés

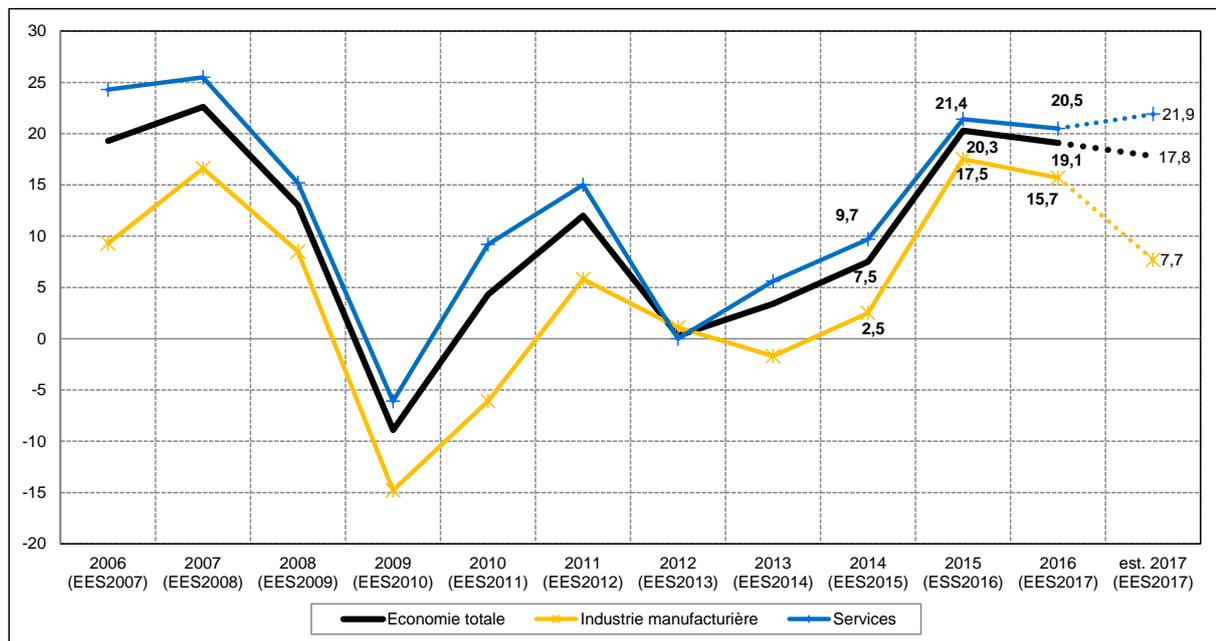
Dans l'industrie, tout comme dans les services d'ailleurs, on observe un tassement des investissements en 2016 particulièrement dans le secteur d'exploitations minières, de carrières et d'électricité, gaz et eau. En 2017, ce sont des investissements largement « stables » et « en baisse » qui dominent, tous secteurs confondus, expliquant ainsi la baisse (annoncée) des investissements industriels pour 2017 sur le graphique.

Dans les services, les réponses « stables » et « en hausse » dominent tant en 2016 que pour 2017, d'où la relative stabilité des investissements observées sur le graphique 5, avec une légère diminution enregistrée pour l'année en cours, compensée par une légère hausse (estimée) à 2017. Il est à noter que ce sont les petites et moyennes entreprises de moins de 250 employés actives dans le secteur financier qui sont particulièrement concernées par la stabilité de leurs investissements. Les grandes entreprises de ce secteur, employant 250 personnes et plus,

⁸ Pour l'emploi, les soldes pour 2016 (respectivement 2017) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « effectifs en hausse en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « effectifs en baisse en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) ».

investissent et investiront résolument « à la hausse » (entre 45% et 75% des réponses), en 2016 et en 2017.

Graphique 5 : Soldes nets des investissements⁹ en 2016 et estimés pour 2017



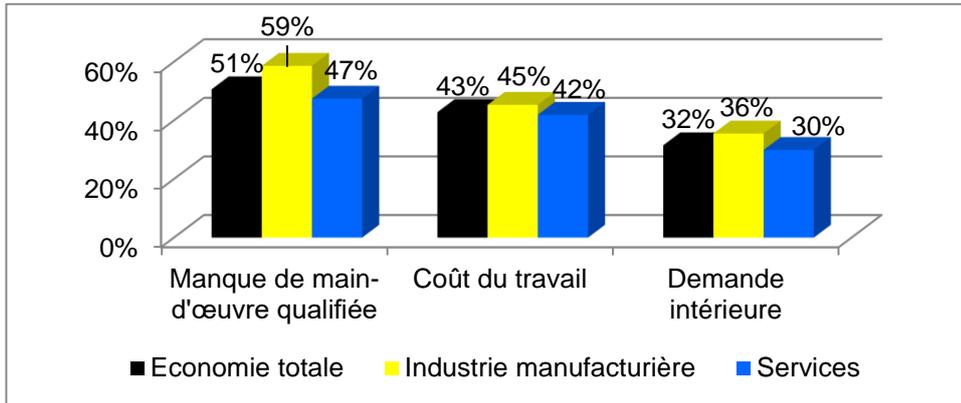
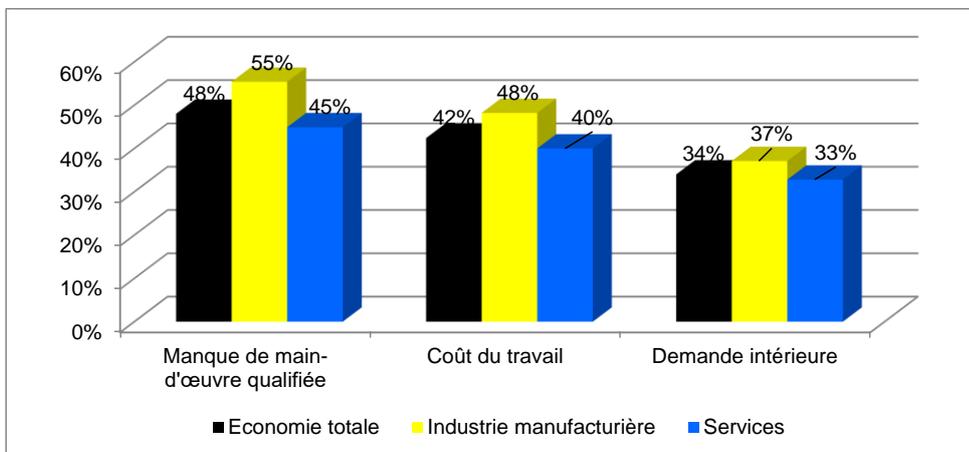
▪ **Le double défi récurrent du manque de main-d'œuvre qualifiée et de son coût**

Pour la troisième fois depuis que l'enquête existe, il a été demandé aux entreprises d'identifier un maximum de trois grands défis pour l'année en cours et l'année suivante.

Les résultats sont similaires à ceux obtenus lors des deux années précédentes : tous secteurs confondus, les trois grands défis identifiés par les entreprises sondées sont invariablement ceux du manque de main-d'œuvre qualifiée, du coût du travail et de la demande intérieure.

Comme l'année précédente, **le manque de main-d'œuvre qualifiée domine les réponses**, en augmentation constante par rapport aux deux volets précédents de l'enquête : 59% et 47% des réponses données respectivement dans l'industrie et les services pour 2016 (volet EES2017 de l'enquête), contre 49% et 39% des réponses données en 2015 (volet EES2016) et 40% et 32% des réponses données en 2014 (EES2015).

⁹ Pour les investissements, les soldes pour 2016 (respectivement 2017) correspondent à la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant choisi la réponse « investissements en hausse en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) » et le pourcentage d'entreprises ayant répondu « investissements en baisse en 2016 (respectivement 2017) par rapport à 2015 (respectivement 2016) ».

Graphique 6 : Les trois plus grands défis en 2016**Graphique 7 : Les trois plus grands défis en 2017**

Encart méthodologique de l'enquête EES2017

L'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie européennes, Eurochambres, regroupe 45 Chambres de Commerce et d'Industrie nationales et 2.000 régionales et locales. Elle représente quelque 20 millions d'entreprises en Europe. La mission de l'association, qui a son siège à Bruxelles, est de défendre les intérêts des milieux d'affaires européens et de promouvoir et de renforcer les relations et la collaboration entre les Chambres de Commerce européennes. Cette année, Eurochambres a procédé à la 24^e édition de son enquête annuelle sur la conjoncture européenne. Cette enquête qualitative est basée sur un questionnaire harmonisé qui est envoyé aux entreprises européennes.

La Chambre de Commerce a réalisé l'enquête Eurochambres 2017 au Grand-Duché de Luxembourg en collaboration avec TNS-Ilres, qui a effectué la collecte des données par téléphone début octobre 2016.

Le panel de départ comptait 1.000 entreprises du secteur industriel et manufacturier ainsi que du secteur des services. Les entreprises interrogées sont réparties selon la nomenclature européenne NACE-REV2. Sept catégories d'activités sont répertoriées au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d'une part (codes A, B, C et G) et des services, d'autre part (codes D, E et F).

Sur l'ensemble des entreprises interrogées, 575 ont répondu au questionnaire (soit un taux de réponse de 58%), dont 195 du secteur industriel et manufacturier (34%) et 380 du secteur des services (66%). L'échantillon, qui inclut les entreprises d'au moins 10 salariés (et qui exclut donc les microentreprises de moins de 10 salariés), est donc représentatif de tous les secteurs de l'économie luxembourgeoise, exception faite de l'agriculture, de la santé et de l'administration.

L'économie du Luxembourg se compose principalement de petites et moyennes entreprises. Afin de donner une image représentative de l'économie luxembourgeoise, les résultats ont été pondérés et sont ainsi supposés s'appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l'étude.